

Communiqué à l'issue du 25e anniversaire de la ACBF



mai 05, 2016

Nous, participants (entre autres les officiels et dirigeants de haut rang des gouvernements, de la communauté diplomatique, du secteur privé, des think tanks, de la société civile, des médias et des partenaires au développement) aux célébrations du 25^e anniversaire de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), organisées du 3 au 5 mai 2016 à Harare, au Zimbabwe:

1. Félicitons la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique pour d'avoir organisé avec brio le 3^e Forum panafricain sur le renforcement des capacités à Harare (Zimbabwe) sur le thème « Le renforcement des capacités en vue de la transformation économique et sociale de l'Afrique ». Nous réaffirmons notre conviction qu'il est important de fournir aux intervenants une plate-forme et la possibilité de se réunir et de discuter des défis de développement de l'Afrique et de leurs impératifs capacitaires.

2. Tenons à exprimer notre plus profonde et sincère gratitude au Gouvernement du Zimbabwe pour l'appui solide qu'il a fourni et pour son partenariat avec l'ACBF dans l'organisation de ce Symposium de haut niveau sur le renforcement des capacités et les célébrations du 25^e anniversaire de l'ACBF. Nos remerciements s'adressent particulièrement aux deux éminents vice-présidents du Zimbabwe, SE Phelekezela Mphoko et SE Emmerson Mnangagwa pour s'être dégagés de leurs horaires chargés pour nous honorer de leur présence à cet événement. Ceci est un témoignage sans équivoque de la valeur que les dirigeants voient dans le rôle de l'ACBF non seulement au Zimbabwe, mais sur le continent.

3. Notons avec satisfaction la contribution significative de l'ACBF pour répondre aux priorités de développement du continent, notamment les réalisations évidentes dans l'établissement et l'appui à la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques fondées sur des preuves.

4. Reconnaissons que, malgré les progrès économiques et sociaux accomplis à travers le continent, les résultats ont été mitigés et de nombreux pays continuent à faire face à des déficits de capacités humaines et institutionnelles qui les empêchent de réaliser leur plein potentiel de développement.

5. Notons que l'Afrique reste confrontée à la tâche de relever les défis critiques liés à la croissance non durable et non-inclusive, le chômage des jeunes, le changement climatique, la sécurité précaire, l'inégalité entre les sexes, la dépendance excessive aux exportations des matières premières, entre autres.

6. Reconnaissons que les capacités demeurent le chaînon manquant dans le traitement des défis critiques de développement qu'affronte l'Afrique, ainsi que la mise en œuvre des priorités de développement (Agenda 2063, Objectifs de développement durable, stratégies de développement des CER et stratégies nationales de développement).

7. Considérant la transformation de l'Afrique dans le cadre de l'Agenda 2063 et de l'Agenda 2030, recommandons aux gouvernements africains et aux partenaires au développement de prêter attention aux impératifs de capacités pour la mise en œuvre réussie des priorités de développement du continent.

8. Plus précisément, réaffirmons notre conviction que le continent a besoin de renforcer (1) les capacités opérationnelles en vue des résultats holistiques et concrets; (2) le changement et les capacités de transformation; et (3) les compétences essentielles, techniques et sectorielles pour la mise en œuvre des projets phares dans le cadre du premier Plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063.

9. Reconnaissons que le renforcement des capacités est un processus à long terme. Nous réitérons donc que davantage d'efforts et une attention particulière doivent être consacrés non seulement au renforcement des capacités, mais aussi à la rétention, l'harmonisation et l'utilisation des capacités renforcées sur le continent.

10. Conscients de la pertinence des interventions efficaces de renforcement des capacités, réaffirmons l'importance des institutions solides et durables telles que l'ACBF pour coordonner le renforcement des capacités institutionnelles et humaines nécessaires pour apporter un changement transformationnel sur le continent.

11. Reconnaissons l'importance de prêter attention aux dimensions capacitaires de l'Agenda 2063 et de l'Agenda 2030, particulièrement sous l'angle de la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. Nous saluons donc la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique pour son leadership dans la lutte contre ces problèmes de capacités.

12. Notons à l'unanimité, avec une profonde préoccupation, que les capacités sont manifestement le lien manquant dans les efforts du continent pour réaliser ses programmes de développement. Plus précisément, certaines compétences techniques essentielles sont nécessaires pour mettre en œuvre les programmes et projets phares dans le cadre du premier plan décennal de l'Agenda 2063. Des efforts concertés de tous les intervenants, en particulier les gouvernements, les partenaires au développement, le secteur privé et les institutions de formation, sont nécessaires pour renforcer les capacités requises.

13. Reconnaissons que l'Afrique doit relever le grand défi du renforcement des capacités requises dans les secteurs clés qui sont essentiels à la transformation économique et sociale du continent. Il faut renforcer les capacités nécessaires dans des domaines stratégiques tels que la santé, l'éducation, les infrastructures, l'agriculture, l'industrie, la mobilisation des ressources, le commerce et l'intégration régionale.

14. Conscients que le renforcement des capacités humaines et institutionnelles, ainsi que la nécessité d'un changement et la cohérence d'esprit dans l'élaboration des politiques économiques sont importants pour une mise en œuvre réussie du processus de transformation économique et sociale de l'Afrique. De plus, nous conseillons aux pays africains de maintenir des politiques macroéconomiques saines qui favorisent la croissance économique soutenue et inclusive en vue d'une transformation structurelle réelle.

15. Réaffirmons notre conviction que le développement de l'Afrique est en fin de compte la responsabilité des Africains eux-mêmes. Ceci implique d'investir davantage d'efforts dans le renforcement des capacités de mobilisation et d'utilisation efficace des ressources intérieures. Nous recommandons donc l'élargissement de l'assiette fiscale, l'échange et le développement de l'expertise technique et la formation au renforcement des capacités, l'augmentation du niveau d'assistance mutuelle intra-africaine, l'apprentissage entre pairs et la création de conditions favorable à un appui supplémentaire des partenaires internationaux.

16. Encouragés par la poursuite de la collaboration entre la Commission de l'Union africaine, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la Banque africaine de développement et les Communautés économiques régionales dans l'opérationnalisation de l'Agenda 2063, lançons un nouvel appel à tous les intervenants pour qu'ils mettent en œuvre des interventions de renforcement des capacités dans une approche coordonnée.

17. Félicitons l'ACBF pour avoir lancé une plateforme de renforcement des capacités et encourageons la Fondation à mener en pionnière cette plate-forme de coordination des efforts de renforcement des capacités sur le continent.

18. Affirmons l'appui des gouvernements africains, des partenaires continentaux et internationaux pour fournir le soutien politique et financier nécessaire aux institutions de renforcement des capacités telles que l'ACBF dans le cadre de leur mandat de renforcement des capacités à travers le continent.

19. Nous engageons à appuyer le prochain Plan stratégique de 2017 à 2021 de l'ACBF qui se fonde sur l'expérience accumulée et les enseignements tirés par la Fondation au cours des 25 dernières années en tant qu'institution d'experts de premier plan dans le renforcement des capacités. Nous notons que dans le but de répondre aux besoins de renforcement des capacités les plus pressants de l'Afrique, la stratégie 2017-2021 de l'ACBF a été formulée autour de quatre piliers stratégiques: (1) faciliter la prestation effective des priorités de développement du continent; (2) aider les pays à atteindre leurs résultats de développement; (3) renforcer le secteur privé et la contribution de la société civile au développement durable, et (4) tirer parti de l'apprentissage et de la connaissance pour atteindre une plus grande efficacité du développement sur le continent.

20. Exprimons, encore une fois, notre profonde gratitude au gouvernement et au leadership de la République du Zimbabwe, l'hôte du siège de l'ACBF depuis 1991, pour leur engagement

politique et financier soutenu à la Fondation, pour avoir accueilli ces célébrations et pour la chaleureuse hospitalité manifestée à tous les délégués.

Fait à Harare, en ce jour du 5 mai 2016

Harare, Zimbabwe